

Déclaration SUD Éducation Basse-Normandie au C.T.A du 13 février 2020

Après la suppression des prérogatives des commissaires administratifs paritaires (CAP) par le ministre Blanquer, madame la Rectrice vous avez supprimé unilatéralement la tenue d'une instance, le Conseil Technique Académique (CTA) du 16 janvier. Serait-ce dû à une forte présence de personnels de bleu vêtus et armés du ministère de l'intérieur qui traînaient dans la cour du rectorat de Caen ? Ou bien serait-ce dû au nombre massif de postes supprimés dans l'académie ? Le 27 janvier dernier des représentants des personnels ont trouvé porte close, ce mépris est indécent. Madame la Rectrice, vous n'en êtes pas à votre premier coup d'essai. En effet, en 2019 le rectorat avait déjà été fermé au public sans autorisation préfectorale. Le rectorat a également déjà été occupé par les forces de l'ordre dont on peut légitimement s'interroger sur leur mission républicaine. A l'instar de la DSDEN de l'Orne, le rectorat deviendrait-il le centre d'entraînement d'un camp militaire ? C'est dans l'air du temps, les jeunes visiteurs du salon de l'orientation de Rouen pouvaient y apprendre à manier la matraque...C.f. Ouest-France du 8 février

Sud Éducation Basse-Normandie exige que les horaires d'ouvertures du rectorat soient respectés.

Il n'est pas digne d'une représentante de l'État, en l'occurrence Madame la Rectrice de l'académie, de fermer les portes d'un établissement ouvert au public.

Le mouvement social actuel montre deux visions de la société.

- D'un côté la mise en place d'un système injuste socialement pour un grand nombre de personnels de l'Éducation Nationale, y compris les enseignant-es qui seront, de l'aveu même du gouvernement, les grand-es perdant-es de cette réforme des retraites. Les promesses de revalorisation des salaires sous forme de primes ne pourront pas calmer ce mouvement de fond qui traverse toute l'Éducation Nationale. SUD Éducation porte ici la parole de ceux et celles qui sont pris-es à partie par la hiérarchie pour leur manque supposé de loyauté envers leurs institutions. SUD Éducation rejette la stigmatisation des mouvements sociaux et des grévistes qui se battent pour garder les acquis sociaux sur lesquels le gouvernement veut tirer un trait définitif. Notre modèle social est en danger. Les organisations syndicales dans une grande majorité et SUD Éducation en fait partie, sont légitimes dans leur rôle d'opposition à la dégradation voulue des grandes composantes de l'État (Éducation, Santé, Justice).

- D'un autre côté, une société basée sur la réussite individuelle où toute tentative de structuration et d'action collective est systématiquement attaquée. Une société représentée par un pouvoir étatique qui s'affaiblit, qui ne répond plus qu'aux demandes de grands groupes financiers dont l'assurance de futurs profits est déjà programmée.

Quelle société voulons-nous ? Celle qui assurera à tous et toutes les citoyen-nes un progrès social justement et solidairement réparti.

La disparition des Commissions Administratives Paritaires citées plus haut ne va plus permettre aux représentant-es élu-es par les personnels d'avoir un regard global sur le mouvement et l'évolution de carrière des collègues ni d'agir pour que les règles soient respectées ; c'est un déni de démocratie,

une ouverture à l'arbitraire administratif, bien loin du dialogue social tant prôné (en paroles mais pas dans les actes, au contraire) par nos dirigeant-es.

La France a connu l'an dernier un mouvement social qui ne semble pourtant pas avoir découragé le gouvernement dans sa volonté de réformer le pays sans écouter les citoyen-nés, prêt à passer en force lorsqu'il voit un mouvement social prendre de l'ampleur. Cela est bien illustré par la mobilisation autour des E3C : plutôt que d'entendre les alertes de l'ensemble de la profession et de reconnaître la justesse de ses revendications, le ministre est prêt à faire composer les élèves dans des conditions indignes ne permettant pas un traitement équitable du travail des lycéen-nés. En s'entêtant le ministre fera alors perdre au bac sa valeur nationale (mais c'est sans doute son objectif).

En ce qui concerne les dotations horaires des établissements scolaires, elles sont squelettiques, basées sur 3 principes : disparition du groupe classe, disparition de la notion de groupe à effectif réduit dans les programmes et enfin sous-estimation des effectifs de rentrée basés non pas sur les effectifs constatés à cette rentrée mais sur ceux utilisés pour les calculs de l'an passé, déjà sous-estimés. On assiste bel et bien au sabotage de l'Éducation Nationale.

Conséquence, ou but recherché ?, dans notre académie, 52 postes supprimés pour le premier degré, 131 postes supprimés dans les lycées et collèges, une saignée scandaleuse. Les conditions d'emploi et de travail des collègues ainsi que les conditions d'apprentissage des élèves vont encore se dégrader.

Nous avons conscience que ce n'est pas au sein de cette instance que nous allons redresser la situation. C'est pourquoi nous appelons les collègues à descendre dans la rue pour exprimer leur colère et leur détresse. Il est grand temps de changer de cap, ce gouvernement a déjà fait beaucoup trop de ravages.

Sud Éducation Basse-Normandie :

- soutient très fortement les mouvements de grève et toutes les actions s'opposant à la destruction amorcée de notre modèle social qui doit rester une référence conduisant à la solidarité entre les générations et doit permettre aux retraité-es comme aux salarié-es d'avoir des conditions dignes de vie.
- considère qu'un gouvernement qui n'est pas capable d'écouter la colère de la rue, mais seulement le petit monde de la finance qui le pousse à détruire de plus en plus les acquis sociaux, doit céder sa place.